



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

NUMÉRO
SPÉCIAL



La grève générale du 30 Novembre

Nous n'avons pas été vaincus Nous avons été trahis

Jouhaux, Thorez et Blum sont les organisateurs de la défaite



Contre les décrets-lois Daladier-Reynaud, les travailleurs étaient unanimes, décidés à la résistance. Face aux provocations que constituait l'application de ces décrets, les ouvriers débrayaient unanimes chez Hutchinson à Puteaux, chez Cail à Denain, dans la métallurgie et les mines de Valenciennes et d'Anzin, dans les pétroles de la Basse-Seine. Chez Renault, à Billancourt, ils opposèrent des heures d'une résistance héroïque contre une police sauvagement déchaînée, déversant des gaz lacrymogènes.

Quels que soient les procédés équivoques des staliniens, exploitant la colère ouvrière pour se livrer à des opérations politiques sur le dos des ouvriers, ces luttes témoignaient de la volonté de combat certaine des travailleurs.

Comment donc a-t-il pu néanmoins se faire qu'en moins d'une semaine, la situation se transforme pour aboutir à une défaite aussi grave que l'a été la journée du 30 novembre ? Ne parlez pas de défaite, diront quelques poltrons, vous allez servir la bourgeoisie. La classe ouvrière n'a pas besoin du bourrage de crânes à la manière de celui semé par « Ce Soir » (la grève du 30 novem-

bre dépasse en importance celle du 12 février 1934), et « l'Humanité » (Un magnifique mouvement). Pour affronter les pires difficultés et pour vaincre, elle a besoin de connaître la vérité, si amère soit-elle.

Défaite ? Oui. Pas même parce que le gouvernement crie victoire sur un complot inexistant, mais parce que les décisions syndicales n'ont pas reçu d'exécution dans des industries aussi importantes que celle des chemins de fer, des postes, des services publics, chez les fonctionnaires, etc... Des centaines d'emprisonnés, des mois de prison aux grévistes de chez Renault, des licenciements par milliers, le lock-out chez Renault, Lioré, Bloch, la Lorraine, Farman, Morane, etc... Une débâcle de cet ordre ne s'explique pas seulement par l'importance des mesures de contrainte gouvernementale. Il n'est pas vrai que le gouvernement était très fort. Au contraire, il était si faible qu'il hésita plus d'un mois à prendre ces décrets-lois. Pour préparer la revanche d'une journée aussi noire, il faut rechercher chez soi les causes d'une faiblesse qui doit être de courte durée, il faut balayer devant sa porte.

Le coupable, ce n'est pas le lampiste

DEVANT le désastre, en face des militants de base venus dans les bureaux crier leur indignation, les bonzes syndicaux ont lancé quelques-unes des explications et des défenses qu'ils emploieront largement demain.

Comme après la défaite de 1920, ils vont nourrir, développer l'hostilité entre travailleurs de l'industrie privée d'une part, et travailleurs des services publics et fonctionnaires d'autre part. « Ce sont des lâches, ils manquent de courage, etc... », voilà des propos qu'on ne manquera pas d'entendre.

D'autres diront aussi : « C'est la faute des masses. Si elles avaient eu du courage, peu aurait importé que la grève ait eu lieu sept jours plus tôt ou sept jours plus tard ».

On viendra vous dire aussi : Il n'y avait pas l'unité de la classe ouvrière.

Mensonges ! Mensonges ! Mensonges ! La classe ouvrière n'était pas divisée sur la question des décrets-lois ; les travailleurs attendirent, le premier jour où ces décrets parurent, l'ordre d'engager le combat ; quelques jours avant le 30 novembre, les cheminots manifestèrent dans les gares de Paris. La manifestation de rue des grévistes Hutchinson, la résistance héroïque des grévistes de chez Renault sont une réponse aux injures des bonzes rivés à leurs fauteuils. Dans les premières escarmouches, la classe ouvrière manifestait encore plus de combativité qu'en Juin 36 ; ce sont ces bonzes qui ont insufflé la peur, qui ont ordonné la passivité.

Ce n'est pas le lampiste qui est responsable de la catastrophe ; ce n'est pas à lui de servir de bouc émissaire.

La défaite fut organisée par tous les dirigeants ouvriers

LES travailleurs ne doivent pas non plus faire leur la tradition bourgeoise qui absout les généraux responsables des défaites où succombent les soldats de deuxième classe. Les dirigeants de la C.G.T. (derrière lesquels se sont abrités ceux du parti stalinien et du parti socialiste pour ne prendre eux-mêmes aucune initiative) ont la responsabilité du résultat ; il suffit d'énumérer leurs principales carences :

a) Dès juillet, Daladier, par ses discours, annonce des mesures anti-ouvrières ; il ne reçoit pour réponse que des discours.

Quand les décrets paraissent, quand ils commencent à entrer en application, la C.G.T. décide d'élever une protestation, de lancer un avertissement. A Nantes, il avait été dit à la tribune, avec l'approbation de la quasi-unanimité du Congrès, que la C.G.T. ne voulait pas faire la révolution ni prendre le pouvoir. On ignore à quoi rimait l'avertissement.

b) Mais Daladier, encouragé par ces reculades, poursuit ses actes. Il fait évacuer Renault à l'aide de gaz lacrymogènes. Les chefs syndicaux qui ont divisé les ouvriers de cette forteresse, qui ont préparé l'évacuation et ont livré ainsi les ouvriers, atelier

par atelier à la police, continuent à diviser la classe ouvrière, tout en palabrant sur l'unité, en renvoyant à cinq jours de distance, un « avertissement », une grève de 24 heures, sans objectif concret, mais en spécifiant que « quels que soient les événements et les circonstances, le travail reprendra partout le jeudi 1^{er} décembre ». Cette décision était un avertissement au gouvernement suivant lequel il pouvait employer ces cinq jours à briser la grève par tous les moyens, il pouvait impunément recourir à la troupe, à la police, aux gaz, aux arrestations, aux renvois, au lock-out ; les organisations ne bougeraient pas.

c) Pendant ces cinq jours, la C.G.T. ne fit que rester sur la défensive. Les ouvriers étaient appelés au calme, au calme et toujours au calme. Aucune agitation intense pour la grève ; il ne fallait aucun piquet pour empêcher les jaunes de travailler, aucun meeting, aucune manifestation. En même temps, la C.G.T. chargeait Frossard de négocier avec le gouvernement pour aboutir à un compromis afin d'éviter même la grève de 24 heures. Les dirigeants de la C.G.T. croyaient à la bataille comme à la galéjade marseillaise « on ne retient pas ici », pendant que le



A Clermont-Ferrand, les b contraignent le préfet

gouvernement prenait mesures sur mesures, s'entendait avec les organisations fascistes, avec les syndicats professionnels, assurait la collaboration de la police avec ces ennemis de la classe ouvrière pour organiser l'échec de la grève.

d) La C.G.T., le P.C. et le P.S. crient à l'illégalité des mesures de réquisition du gouvernement et ergotent sur le texte des décrets pris autrefois. Mais ils oublient de dire que ces décrets sont basés sur la loi du 18 juillet 1938 sur la nation armée, l'ancien projet Paul-Boncour, voté par le Parlement unanimement, de Thorez à Marin et de Cachin à Millerand. Ils oublient de dire qu'en septembre dernier, ils ont encouragé les travailleurs à suivre avec zèle les mesures de réquisition prises par le gouvernement pour la préparation d'une nouvelle boucherie. La collaboration de septembre dernier à l'Union sacrée a préparé la capitulation devant les décrets-lois deux mois plus tard.

e) Ils dénoncent l'intervention des forces armées, la présence de mitrailleuses dans les dépôts d'autobus. Mais les travailleurs des services publics se rappellent comment ces mêmes bonzes ont torpillé voici un an leur grève magnifique engagée avec force, unanimement et rapidement. Mais les travailleurs se souviennent que pendant ces dernières années, ces canailles ont enseigné aux fils d'ouvriers et de paysans encasernés à obéir aux « officiers républicains », à s'adresser avec confiance au « père Daladier », derrière lequel ils défilaient en 1935 aux cris de « Daladier au pouvoir ».

Et qui a trompé les ouvriers par le mot d'ordre « la police avec nous » ? Qui a enrégimenté des ouvriers organisés dans les rangs de la police pour qu'ils matraquent par la suite les travailleurs en lutte ? Ces mêmes « chefs » qui n'ont de confiance que dans les palabres parlementaires et ministérielles.

f) Tous ces organisateurs de la défaite ont, au début même de la journée du 30 novembre, accentué le trouble, le désarroi et la division dans les rangs ouvriers, en donnant des ordres de rentrée, à des heures différentes, corporation par corporation. Ceux qui étaient partis en grève, ceux qui cherchaient à déclencher la grève au sein des entreprises, se trouvaient en face d'un mouvement fragmenté par les bureaucrates qui, de leurs bureaux bien chauds, faisaient rentrer le métro à 8 heures, les employés à 9 heures, les P.T.T. à 11 heures, les taxis à 13 heures, etc... Ils parlent toujours d'unité ouvrière sur les tréteaux ; dans les actes, ils n'apportent que la division et la défaite.

Des milliers de militants sacrifiés pour la «défense nationale»

DALADIER et Reynaud ont invoqué la défense nationale pour justifier leurs mesures de spoliation des masses travailleuses. Mais cette même défense nationale — c'est-à-dire la défense de la propriété des capitalistes de France — voici trois ans que, pour elle, les Jouhaux, les Thorez et les Blum ont fait accepter des sacrifices aux ouvriers qui menaçaient l'existence du régime capitaliste.

En juin 36, il a fallu « savoir terminer une grève » (Thorez), puis il a fallu faire la pause (Blum) ; la C.G.T. a versé à l'emprunt de la défense nationale ; l'aviation acceptait en avril dernier les 45 heures (sentence Jacomet) ; en septembre, la grève du bâtiment parisien était liquidée en moins de 24 heures pour préparer la défense passive... Tous ces sacrifices ont préparé ceux que Daladier et Reynaud exigent aujourd'hui. Ne permettez pas à ces canailles de tirer chacun leur épingle du jeu en rejetant la responsabilité sur le voisin. Thorez dira : si Blum n'avait pas dit cela. Blum répliquera : si le parti communiste n'avait pas fait cela ; Jouhaux insinuera : s'il n'y avait pas ceci et cela... En réa-

lité, ces messieurs n'ont fait que se diviser le travail ; ils ont également préparé, organisé la défaite ouvrière, parce que tous ensemble ont utilisé la classe ouvrière non pour la défense des intérêts des exploités mais pour prolonger l'existence du régime capitaliste, pour sauver celui-ci.

Mais la crise du régime capitaliste ne donne pas d'autre solution que le maintien de ce régime sous la dictature fasciste préparés par des gouvernements à caractère bonapartiste, policier, comme celui qu'instaure maintenant Daladier ou le triomphe de la révolution prolétarienne ouvrant la voie au socialisme ; il n'y a aucune place pour la rénovation de la démocratie bourgeoise que prétendait réaliser le Front populaire ; celui-ci ne peut servir que de fourrier au fascisme.

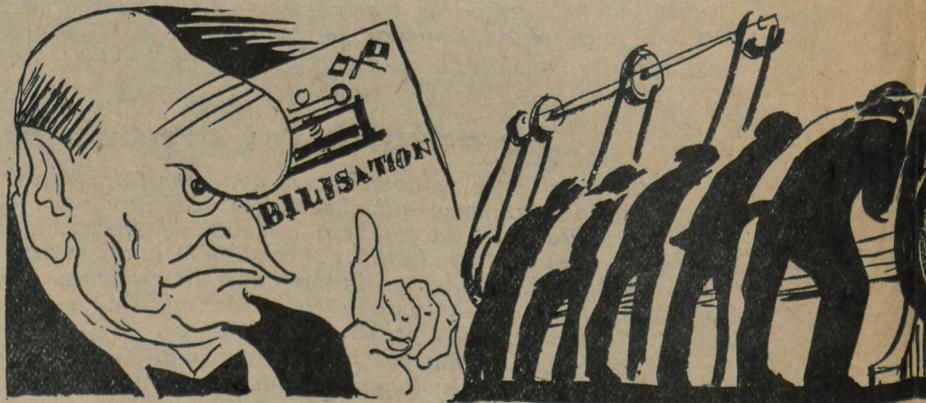
La défense nationale que prônent ces serviteurs du capitalisme dans les rangs ouvriers exige aujourd'hui le sacrifice des conquêtes sociales comme il exigera demain le sacrifice de la peau de millions de prolétaires. Pour préparer le carnage futur, ils ont affirmé encore une fois à Nantes qu'ils demanderaient aux travailleurs des sacrifices et ils ont préparé le terrain par un mouvement qui a livré un grand nombre de militants (dont beaucoup avaient dénoncé l'opération) à la répression patronale et gouvernementale, cherchant ainsi à diminuer leur capacité de combat, leurs liaisons avec les entreprises, en les atteignant dans leurs conditions d'existence.

En Allemagne, le stalinisme et le réformisme antagonistes ont préparé la victoire du fascisme. En France, comme en Espagne où la classe ouvrière fait preuve d'un esprit de sacrifice et d'une combativité extraordinaires, le stalinisme et le réformisme alliés préparent également le chemin par où progresse le fascisme.

Tout n'est pas perdu si l'on renverse la vapeur

MIS la victoire du fascisme n'est pas du tout assurée, même après une défaite aussi lourde. Car le capitalisme, en France, est bien malade, ses finances sont à sec, son économie délabrée, ses rapines coloniales menacées. Et la classe ouvrière n'a pas subi une saignée comme celle de l'Allemagne ou d'Italie. Les décrets Daladier ne sauveront pas le capitalisme français, il devra recourir à des mesures plus brutales et de nouvelles luttes sociales seront à l'ordre du jour. A la suite du 30 novembre, pas de découragement, pas de lâchage, se préparer pour la revanche.

Une première tâche immédiate, c'est la solidarité envers les emprisonnés et les licenciés. Aucune confiance dans les organisateurs de la défaite, aucune confiance dans leurs comités de personnalités qui sont loin de la misère prolétarienne. Dans les



Chez RENAULT, la «discipline» des b
et livre ceux-ci divisés et désarmés aux mat

barricades ouvrières et à libérer les postiers ...



quartiers, dans les usines, des comités de travailleurs pour conserver la liaison avec les victimes, pour assurer la solidarité et mener le combat pour la réintégration dans leur emploi. C'est une tâche qui n'appelle aucun commentaire.

Dans les usines aussi, la lutte doit continuer à l'intérieur. Avec les formes nouvelles que la situation impose.

La défaite du 30 novembre entraîne l'éviction des usines d'un grand nombre de délégués et la chute de nombre de conventions collectives. C'est à la base que doit recommencer le combat pour regagner le terrain perdu, pour que le patronat retrouve en face de lui une classe ouvrière fortement organisée.

Daladier reste avec ses décrets-lois qui vont entraîner en premier lieu une augmentation du coût de la vie. Il faut tenir dans le plus bref délai une assemblée générale par entreprise et dresser des cahiers de revendications pour chacune d'elles, avec au premier plan l'augmentation des salaires afin de mettre ceux-ci en rapport avec le coût de la vie. Il faut, par entreprise, s'opposer aux heures supplémentaires et œuvrer pour le réembauchage des licenciés. Quand la grève n'est pas immédiatement réalisable et qu'un lock-out est possible, il reste à se concerter pour diminuer le rythme de la production, pour produire moins. Cette lutte, avec toutes les modalités qu'elle comporte, doit être menée constamment en liaison avec ceux qui ont été renvoyés pour leur action de classe. Il faut exercer une surveillance de l'embauchage pour empêcher que des fascistes et des jaunes soient introduits dans les usines et n'y laissent revenir que les camarades victimes de la répression.

Cette lutte pour les revendications les plus immédiates doit rapidement ramener la classe ouvrière aux positions qu'elle vient de céder et ouvrir à nouveau une perspective de grands mouvements comme ceux de juin 36.

Les grandes masses travailleuses ont fait confiance dans des directions politiques et syndicales staliniste et réformiste qui ont organisé la défaite. C'est de ces masses exploitées et trompées que doit sortir une direction nouvelle, une direction révolutionnaire, la direction bolchevique de la victoire.

Comment ?

D'abord, en maintenant la solidarité entre travailleurs par-dessus les catégories, les professions et les nationalités. Pas de division entre le manoeuvre et le spécialiste ! Pas de division entre l'ouvrier de l'industrie privée et l'ouvrier de l'industrie publique ! Pas de division entre exploités français, coloniaux et immigrés ! De la tragique expérience du Front populaire qui des 14 juillet de parade s'effondre dans la débâcle du 30 novembre, il faut comprendre que « le pain, la paix, la liberté » ne peuvent être assurés par quelques lois ou quelques conventions collectives dans un monde capitaliste. Ils dépendent d'un combat internationaliste

et de la conquête du pouvoir par les ouvriers et les paysans. Le pain, la paix, la liberté, ils seront quand le pouvoir et les usines seront arrachés à leurs exploités par ceux qui font vivre le monde de leur travail.

Gare aux manoeuvres des traîtres pour sauver la face après le 30 novembre ! Déjà s'avancent les stratèges du Parlement. A l'action des usines ils préfèrent « l'effervescence des couloirs du Palais-Bourbon ». Après avoir aidé Daladier à torpiller l'action extra-parlementaire des travailleurs, ils se livreront à des simagrées qui permettront au gouvernement de « légaliser », sur le terrain parlementaire, sa victoire.

D'autres, tels Dumoulin, Belin et Cie, vont poursuivre leur manoeuvre au nom d'une inexistante et impossible « indépendance du syndicalisme », pour sauver les appointements des permanents en empêchant une trop forte dégringolade des effectifs syndicaux. La lutte syndicale pour les revendications professionnelles est dominée par la lutte pour la direction politique de la société, elle n'en est pas indépendante.

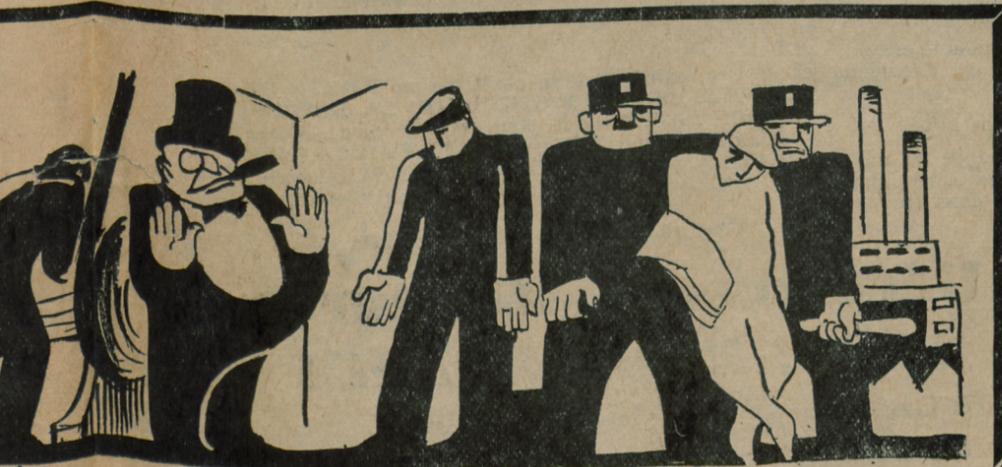
Le combat oppositionnel dans les syndicats pour écarter de la direction les Belin et les Frachon et tous ceux qui, autour de Jouhaux, le traître d'hier, le traître d'aujourd'hui, le traître de demain, se chamaillent entre eux pour les places, le combat pour y garder les ouvriers qui auront tendance à quitter les syndicats, doivent être renforcés ; mais ils ne sauraient suffire.

Action parlementaire, action syndicale, c'est de la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste que dépend leur efficacité. Quand les travailleurs occupèrent les usines en juin 36, le Parlement vota aisément les 40 heures, les Syndicats obtinrent rapidement les conventions collectives ; les organisateurs de la défaite n'avaient à ce moment-là peur que d'une trop grande défaite du capital ! C'est là que se trouve le secret de la victoire de demain, de la préparation d'une nouvelle direction, issue de la classe ouvrière et donnant à celle-ci la certitude de ne pas être trahie.

Pour organiser la classe ouvrière contre le régime, pour lui permettre le contrôle et la gestion des entreprises et de la Société tout entière, se pose la création des CONSEILS D'ENTREPRISE, élus par les assemblées générales de tous les travailleurs, syndiqués ou non, anciens ou non, Français ou immigrés, jeunes ou vieux. Conseils d'entreprises élus en dehors de toute légalité bourgeoise, constamment contrôlés et révocables par les travailleurs, agissant suivant les décisions et les intérêts de ceux-ci, indépendamment de la loi bourgeoise, s'appuyant sur la force des prolétaires armés, organisés dans les MILICES OUVRIERES. Conseils d'entreprises qui, demain, avec les Comités élus des paysans et des soldats, constitueront les SOVIETS, base du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Le regroupement des révolutionnaires et la grève du 30 Novembre

UNE fois de plus, à l'expérience du 30 novembre, se vérifie qu'il n'y a pas de victoire prolétarienne sans parti révolutionnaire du prolétariat. Sans une avant-garde organisée, riche de l'expérience de l'histoire, forte d'une analyse minutieuse des forces en présence, mue par un esprit de résolution et d'audace, il n'y a pas de victoire décisive pour le prolétariat. Les hommes de la II^e, de la III^e Internationale et de l'appareil syndical ont par leur trahison préparé la défaite du 30 novembre et préparent des désastres plus terribles encore.



bonzes brise la lutte héroïque des ouvriers
matraques et aux gaz de la police républicaine

Est-il possible de le constater et de continuer à conseiller aux travailleurs, comme le P.S.O.P. l'a hélas fait la semaine précédente, à suivre à l'entreprise les directives des traîtres ? Est-il possible de n'être qu'un syndiqué discipliné qui vient, après l'action, apporter sa critique dans des organisations où manque très souvent la démocratie ouvrière la plus élémentaire comme le Cercle Lutte de Classes s'est limité à le préconiser ?

Quelle force auraient eu les révolutionnaires le 30 novembre si, malgré leur petit nombre, ils avaient concentré leurs efforts et préparé en commun, là où cela leur était possible, des actions de la classe ouvrière en dehors des « ordres » des traîtres patentés qui sévissent à la tête des organisations ? Même dans cette journée noire du 30 novembre, les exemples ne manquent pas de la combativité et de l'esprit d'initiative des ouvriers échappant à la tutelle des organisations officielles. Exemple de nombreux travailleurs du métro qui, se voyant paralysés par la consigne syndicale de « l'inertie » en face des ordres de réquisition, ont cherché de nouvelles formes de résistance. Exemple des travailleurs de Clermont-Ferrand, exploitant la faiblesse des forces armées (concentrées par le gouvernement à Paris et dans un petit nombre de grandes villes), ont élevé des barricades, bloqué l'hôtel des postes, la gare, et obligé le Préfet à céder.

Exemple venant après celui de la défense de chez Renault, tenu caché par les journaux qui, d'une façon différente de la grande presse bourgeoise, mentent également aux travailleurs. Si chez Renault, il y avait eu une action commune des révolutionnaires, une connaissance du plan de l'usine, une préparation de la résistance à la police, les manœuvres des Costes et des Morizet n'auraient pas si aisément triomphé, la résistance n'aurait pas été improvisée dans quelques ateliers divisés à coups de boulons ou de barres de fer, l'exemple mémorable de Goodrich soulevant la banlieue ouest eut été dépassé de très loin.

Après la défaite de la grève, la bourgeoisie crie bien fort vic-

toire, elle veut pousser ses avantages ; les plus excités de ses porte-paroles voient déjà la classe ouvrière définitivement écrasée et matée. Qu'un tel calcul soit faux, cela dépend non pas des contorsions des traîtres pour continuer de tromper les ouvriers, mais de la capacité des militants d'avant-garde, divisés dans différents groupes, à construire le parti de la révolution prolétarienne, LA IV^e INTERNATIONALE, dont le programme est si redouté de tous les ennemis du prolétariat que, malgré la faiblesse et les divisions des partisans de IV^e Internationale, cette fois-ci encore, des staliniens jusqu'à la Rocque, la « bête trotskyste », la IV^e Internationale sont furieusement dénoncés à la répression.

Surmonter d'un coup les oppositions provenant de traditions et de conceptions doctrinales différentes, il serait illusoire d'y songer. La confrontation des points de vue opposés à la lumière des événements passés peut y contribuer. L'action commune sur des points précis (organisation de la lutte pour les licenciés, lutte pour la création des Conseils d'entreprises et des Milices ouvrières), la préparation de batailles dans les usines, contribuerait également au regroupement des révolutionnaires et à la soudure de leurs rangs. Rien ne s'oppose à la création d'une ALLIANCE DES REVOLUTIONNAIRES, si ce n'est la tendance à rester à la remorque des vieilles organisations et une croyance illusoire dans la force de celles-ci.

Après l'Allemagne et l'Autriche, le 30 novembre en France vient de montrer que des centaines de milliers ou des millions d'adhérents ne font pas d'une organisation une force. Nous ne sommes pas au point où en est réduit le mouvement ouvrier dans ces pays, c'est-à-dire pratiquement à l'inexistence. La classe ouvrière en France a été battue, elle n'est pas vaincue. Dégager sa force politique, c'est assurer sa victoire.

Le 1^{er} décembre 1938.

Des abonnements !

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (0 fr. 50 le No.)

3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an	30 Fr.
------------	--------

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

Note de la Rédaction

EN raison de la situation, nous avons jugé nécessaire de donner ce caractère spécial à ce numéro de « La Commune ».

Nous laissons pour la semaine prochaine de nombreuses informations qui nous parviennent sur la journée du 30 novembre, sur l'activité de nos camarades, tant à Paris qu'en province (par exemple nos camarades du Havre qui ont édité une affiche).

Nous laissons aussi à la semaine prochaine de très importantes notes que nous avons recueillies sur la lutte chez Renault dans la nuit du jeudi soir.

Les camarades et lecteurs comprendront la nécessité d'apporter aussitôt une appréciation d'ensemble la plus complète possible sur les événements, sur leurs causes, et sur les tâches qui se posent. Nous leur demandons donc de faire un gros effort pour la diffusion de ce numéro auprès des travailleurs, dont beaucoup ont compris, le 30 novembre, que les organisations officielles les menaient vers la catastrophe.

La défaite ouvre les yeux, beaucoup plus qu'une victoire. Ne perdons pas un instant pour apporter les explications nécessaires.

**

Nous demandons à nos camarades de faire un effort matériel pour nous permettre de faire la plus large diffusion de ce numéro et, si possible, pour en publier le texte en brochure. L'appel au porte-monnaie, nous sommes obligés de le faire chaque fois. Aujourd'hui, nous insistons particulièrement ; plusieurs de nos militants ont perdu leur place ; loin de ralentir notre activité, elle doit être renforcée dans les entreprises où la répression a sévi. Quelles que soient les difficultés de chacun, il n'est pas possible que tous ceux qui travaillent ne participent pas à l'action de ceux qui sont restés sur le pavé.

Dans les jours qui viennent, il nous faut aussi suivre la lutte des camarades de l'aviation de la

Comité de défense des victimes de la répression patronale

Chez Citroën, 3.000 licenciés. Chez Hachette, 800. Des licenciements dans le livre, dans les Prix uniques, dans la métallurgie. Des révocations dans l'Enseignement, le métro, les P.T.T.

Quoi qu'il arrive, le travail reprendra partout le 1^{er} décembre, décidait la C.G.T. Mais les patrons et le gouvernement n'écoutent pas les décisions de Jouhaux. Les licenciés et révoqués veulent continuer la lutte ; la solidarité de toute la classe doit leur être assurée. Ce n'est pas aux bonzes syndicaux d'étouffer leurs voix. A eux de prendre en mains leurs revendications. Nous publions l'appel suivant d'un groupe de camarades licenciés.

Le 30 Novembre, vous n'avez pas été vaincus, vous avez été trahis.

Les organisations syndicales n'ont pas su, n'ont pas voulu préparer la grève. C'est leur capitulation devant la bourgeoisie qui permet à celle-ci de frapper maintenant les travailleurs les plus courageux, ceux qui, jusqu'au bout, ont appliqué le mot d'ordre de grève générale.

Nous savons que si les décisions des bonzes syndicaux étaient appliquées, nous allions au devant d'un échec ; les faits l'ont démontré : là où les travailleurs, comme à Clermont-Ferrand, ont brisé la discipline des Jouhaux, Racamond et Belin, ils ont été victorieux.

La grève décidée, nous l'avons faite.

Aujourd'hui, la répression frappe les meilleurs militants : on licencie dans les usines, dans les chantiers, dans les magasins, dans les services publics.

Aujourd'hui comme hier, les bonzes syndicaux abandonnent les licenciés, et Jouhaux déclare que les licenciements sont « inévitables ».

Jouhaux n'est pas la C.G.T. ni la classe ouvrière, et celle-ci, TOUTE ENTIÈRE, SERA SOLIDAIRE DES CAMARADES LICENCIÉS.

Dès maintenant, c'est la classe ouvrière, elle-même, qui doit organiser l'aide matérielle aux victimes de la répression et la lutte pour leurs réintégration.

Dès maintenant, se constitue un COMITE DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSIION PATRONALE, pour organiser la résistance aux licenciements illégaux, POUR FAIRE PAYER LES PATRONS, pour coordonner la solidarité. C'est à vous qu'il appartient de le faire vivre.

Vous viendrez avec nous le constituer

Samedi 3 Décembre à 16 heures AU CAFÉ DES 2 HÉMISPÈRES

54, Rue du Château-d'Eau - PARIS (10^e)

(Métro : Château-d'Eau)

région parisienne contre lesquels le Gouvernement vient d'engager une offensive brutale. Encore des dépenses pour lesquelles nous avons besoin de l'appui de tous nos camarades.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : DERIBOURG.

Nouvelle adresse :

Notre nouveau siège (permanence de 18 heures 30 à 20 heures) :

49, fbg St Martin-Paris X